

ORAL QUESTIONS

Pursuant to Standing Order 30(5), the House proceeded to Oral Questions.

DAILY ROUTINE OF BUSINESS

TABLING OF DOCUMENTS

Mr. McDermid, a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table,—(1) Notice of Ways and Means motion respecting amendments to the Excise Act and the Excise Tax Act.—Sessional Paper No. 343-1/310; and

(2) Notice of Ways and Means motion to amend the Excise Tax Act and other legislation respecting the implementation of the Goods and Services Tax.—Sessional Paper No. 343-1/347.

Pursuant to Standing Order 83(2), at the request of Mr. McDermid, an Order of the Day was designated for the consideration of the Ways and Means motions, notice of which was laid upon the Table earlier this day.

Mr. Cooper, for Mr. Andre, a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table,—Government responses, pursuant to Standing Order 36(8), to petitions Nos. 342-7427, 342-7429 and 342-8306 concerning the Canada Post Corporation.—Sessional Paper No. 343-9/17.

Mr. Cooper, for Mrs. McDougall (St. Paul's), a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table,—Government responses, pursuant to Standing Order 36(8), to petitions Nos. 342-8414, 342-8451 and 342-8496 concerning the Baltic States.—Sessional Paper No. 343-9/18.

Mr. Cooper, for Mr. Valcourt, a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table,—Government response, pursuant to Standing Order 36(8), to petition No. 342-8515 concerning East European immigrants.—Sessional Paper No. 343-9/19.

MOTIONS

By unanimous consent, it was ordered,—That, notwithstanding any Standing or Special Order of this House, the following Bill introduced in the Second Session of the Thirty-fourth Parliament be reinstated forthwith in this Session as follows:

An Act to revise and amend the law governing federal trust and loan companies and to provide for related and consequential matters, be deemed to have been introduced, read a first time and ordered to be printed, read a second time and referred to and reported by the Standing Committee on Finance with several amendments (Bill C-83).

QUESTIONS ORALES

Conformément à l'article 30(5) du Règlement, la Chambre procède à la période de questions orales.

AFFAIRES COURANTES ORDINAIRES

DÉPÔT DE DOCUMENTS

M. McDermid, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau,—(1) Avis de motion des voies et moyens relatif à la modification de la Loi sur l'accise et de la Loi sur la taxe d'accise.—Document parlementaire n° 343-1/310; et

(2) Avis de motion des voies et moyens visant à modifier la Loi sur la taxe d'accise et d'autres lois en vue de la mise en oeuvre de la taxe sur les produits et services.—Document parlementaire n° 343-1/347.

Conformément à l'article 83(2) du Règlement, à la demande de M. McDermid, un ordre du jour est désigné pour l'étude des motions des voies et moyens, dont avis a été déposé sur le Bureau plus tôt aujourd'hui.

M. Cooper, au nom de M. Andre, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau,—Réponses du gouvernement, conformément à l'article 36(8) du Règlement, aux pétitions n°s 342-7427, 342-7429 et 342-8306 au sujet de la Société canadienne des postes.—Document parlementaire n° 343-9/17.

M. Cooper, au nom de M^{me} McDougall (St. Paul's), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau,—Réponses du gouvernement, conformément à l'article 36(8) du Règlement, aux pétitions n°s 342-8414, 342-8451 et 342-8496 au sujet des États baltes.—Document parlementaire n° 343-9/18.

M. Cooper, au nom de M. Valcourt, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau,—Réponse du gouvernement, conformément à l'article 36(8) du Règlement, à la pétition n° 342-8515 au sujet des immigrants de l'Europe de l'Est.—Document parlementaire n° 343-9/19.

MOTIONS

Du consentement unanime, il est ordonné,—Que, nonobstant tout article du Règlement, ou ordre spécial de la Chambre, le projet de loi ci-après, présenté au cours de la deuxième session de la trente-quatrième législature, soit rétabli au cours de la présente session, comme suit:

La Loi remaniant et modifiant la législation régissant les sociétés de fiducies et de prêt fédérales et comportant des mesures connexes et corrélatives est réputée avoir été présentée, lue une première fois, avoir fait l'objet d'un ordre d'impression, lue une deuxième fois et renvoyée au Comité permanent des finances qui en a fait rapport avec des amendements (projet de loi C-83).